

BOUGEONS – NOUS POUR NOS SALAIRES !

À l'entendre, le gouvernement en aurait donc fait bien assez pour les fonctionnaires.

- Hausse de 3,5 % de la valeur du point d'indice en 2022, puis de 1,5 % en juillet 2023

- Attribution de 5 points d'indice à tous les agents, à partir de janvier 2024, ce qui représente environ 25 euros net de plus par mois par agent.

- Il vante par ailleurs la prime « pouvoir d'achat » ponctuelle et ses mesures visant les bas salaires, préférant quelques maigres mesures catégorielles et individuelles, insuffisantes et discriminatoires, à une revalorisation d'ensemble.

Les récentes revalorisations du point d'indice ont été obtenues après dix années de gel des salaires des agents dans un contexte où l'inflation avoisinait les 5 %.

L'INSEE a montré qu'entre 2011 et 2021, le salaire net a augmenté en moyenne de 4,9 % dans le privé alors que celui des fonctionnaires n'a augmenté que de 2,1 %, soit 0,2 % en moyenne par an. Les chiffres parlent d'eux-mêmes : le compte n'y est vraiment pas du tout !

Voulant poursuivre son entreprise de dynamitage de la Fonction publique déjà largement engagée par sa loi de transformation de la Fonction publique d'août 2019, **le gouvernement s'apprête à instaurer la rémunération « au mérite »** et ce qui s'apparenterait à des négociations annuelles obligatoires à l'instar du privé.

Tout en martelant qu'il faudra baisser la dépense publique de 12 milliards d'euros en 2025, après avoir laissé pendant plusieurs semaines la « Fonction publique » sans ministre. Voyez la considération que le gouvernement porte aux agents publics. **Quel mérite dans un contexte de dégradation continue des conditions de travail et de restriction des moyens ?**

Les propos de Stanislas Guérini au sujet de la "performance" attendue pour les agents publics sont malvenus de la part d'un gouvernement qui n'a cessé d'appauvrir le secteur public et d'empêcher l'exercice des missions des agents.

Les conditions de travail que les agents se voient imposer par l'austérité budgétaire et par la volonté politique de casse des services publics sont insupportables et délétères. Le manque d'attractivité des métiers de la Fonction publique est le symptôme de carrières publiques sous payées, empêchées dans leurs missions et sans cesse attaquées.

Or, de l'argent il y en a, la dette est supportable et si des choix pour la combler étaient nécessaires, nous avons sur le sujet des propositions, qui renforceraient le consentement à l'impôt, le vivre ensemble et gommeraient les inégalités sociales.

Plusieurs négociations collectives se sont tenues récemment dans différentes administrations et ont permis d'aboutir aux résultats suivants : nos collègues de la DGCCRF ont obtenu 60 € par mois, ceux des Douanes 110 €, ceux de la Santé 180 € et ceux de l'Intérieur 200 €.

La mobilisation ça paie !

Alors Face à l'urgence salariale, face aux attaques du gouvernement, soyons tous en GREVE pour revendiquer :

- la défense du statut,
- l'attribution de 85 points d'indices pour tous,
- la revalorisation du point d'indice et son indexation sur l'inflation
- l'attribution de 40 points ACF pour les personnels,
- la revalorisation de la prime de rendement (inchangée depuis 2017),
- la reconnaissance des qualifications à leur juste niveau,
- la revalorisation des grilles et des carrières féminisées,
- le refus de tout dispositif de rémunération au mérite y compris pour les cadres intermédiaires

Le 19 mars allons réclamer notre dû !

**RV à 10h00 place de la Préfecture pour une manifestation intersyndicale
Fonction Publique**